

**CANTON DE NEUCHÂTEL** Des enseignants continuent de se dire très inquiets.

# Les modalités de la réforme divisent

## RAPPEL DES FAITS

L'introduction progressive de la grande réforme de l'école secondaire neuchâteloise est prévue pour août 2014. En septembre dernier, elle a donné lieu à une vaste consultation auprès des acteurs concernés, enseignants compris. Résultat: «*Cette réforme est globalement bien acceptée*», commentait la conseillère d'Etat Monika Maire-Hefti, cheffe du Département de l'éducation, dans notre édition du 6 décembre. Nous avons alors donné la parole aux personnes qui pilotent ce projet.

PASCAL HOFER

«Je suis convaincu qu'une bonne partie des élèves qui ont aujourd'hui des difficultés scolaires en auront encore plus après l'introduction de cette réforme. Et ça me désole pour ces enfants. Tant sur le plan des moyens financiers que du soutien apporté aux élèves en difficulté, cette réforme m'inquiète beaucoup.»

C'est un enseignant neuchâtelois qui s'exprime ainsi (et qui, comme les autres, a souhaité conserver l'anonymat). Nous en avons interrogé une dizaine, actifs en différents endroits du canton, après avoir appris qu'un certain nombre d'entre eux ne partageaient pas la vision optimiste du Département cantonal de l'éducation au sujet de la réforme des filières (lire ci-dessous). «Comment Monika Maire-Hefti peut-elle dire que cette réforme est globalement bien acceptée?», s'insurge une enseignante.

Combien sont-ils, ces profs que la réforme continue de fâcher, quand bien même le Conseil d'Etat, après avoir écouté les remarques des uns et des autres, a modifié le projet initial? Impossible de les chiffrer. Et cela d'autant



L'école secondaire neuchâteloise est sur le point de se transformer de fond en comble. GUILLAUME PERRET

plus que l'immense majorité des enseignants ne sont pas opposés aux grands principes de cette réforme, encore moins à ses objectifs. Là où ça coïncide, c'est au sujet des modalités – comme le disent aussi les syndicats SSP et SAEN. «Nous allons vivre une réforme de plus, et à nouveau, contrairement à ce qui se passe dans d'autres cantons, elle sera faite au rabais. Résultat: nous devons prendre sur nous pour limiter les dégâts», prédit un enseignant.

Après avoir procédé à un coup de sonde, la situation, selon nous, se présente ainsi parmi les quelque 850 enseignants concernés: d'un côté, une minorité d'enseignants qui approuvent la réforme sans réserve; de l'autre, une autre minorité qui s'oppose fermement

au projet tel qu'il se présente. Entre les deux, un gros paquet de profs plus ou moins favorables ou opposés. Et qui, surtout, se posent beaucoup de questions.

## Inconnues ou problèmes?

Au-delà des craintes que fait naître tout changement, ces questions sont légitimes. D'abord parce que les réformes n'ont pas manqué ces dernières années (Harmos, Plan d'études romand, etc.) et qu'elles ont donné du fil à retordre aux enseignants. Pire: elles suscitent encore des critiques qui parasitent le débat sur la réforme des filières. Ensuite, et surtout, parce que cette réforme comporte encore de nombreuses inconnues, comme en conviennent d'ailleurs ceux qui pilotent le projet.

Ces inconnues seront-elles levées? Et si oui quand? Les profs s'interrogent. D'autres vont plus loin: ce n'est pas d'inconnues qu'il faut parler, mais de problèmes annoncés. Les enseignants en question dénoncent en premier lieu le manque de moyens financiers pour mener une telle réforme à bien – y compris en termes de locaux, qui devront apparemment être plus nombreux – et l'insuffisance des mesures prévues dans le domaine du soutien aux élèves. Ils craignent aussi une baisse du niveau d'exigence dans les branches qui ne compteront pas deux degrés.

Une prof donne l'exemple con-

cret suivant: «A l'heure actuelle, nous portons à bout de bras des élèves de la 9<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> préprof. Ces élèves sont en général «décadrés» sur le plan familial, cadre qu'ils trouvent dans leur classe et avec un enseignant qui est avec eux en permanence. Que vont-ils devenir lorsqu'il n'y aura plus de classes, plus de prof référent, et qu'en plus, ils seront avec des élèves qui ont de la facilité?» Un autre enseignant: «Et les élèves qui seront en difficulté au niveau 2? Est-ce qu'ils n'auront pas droit à de l'appui sous prétexte qu'ils peuvent descendre au niveau 1?»

Autant de questions auxquelles chacun, ou presque, répond de manière différente, sans parler des remarques émises branche par branche.

Il y a ceux qui rappellent que des groupes de travail – comprenant des enseignants – continuent de plancher sur les conséquences pédagogiques et pratiques de la réforme. «Il faut faire confiance en ceux qui ont travaillé et travaillent encore à cette réforme», commente un prof. «Ne publiez pas votre article», nous a même lancé un enseignant membre d'un groupe de travail. «Vous allez créer une polémique, alors que les craintes des enseignants, qui sont légitimes, ont été entendues et sont prises en compte dans les réflexions en cours.» L'avenir dira jusqu'à quel point.

Il y a ceux qui se disent très inquiets, «parce que du côté du Château et du Service cantonal de l'ensei-

## LE RAPPORT FINAL EST PRÊT

Le Conseil d'Etat a adopté mercredi le rapport final sur la réforme des filières. Il devrait être soumis en février au Grand Conseil, qui a déjà donné son feu vert aux grands principes. Par rapport au projet élaboré par le précédent gouvernement, on sait que le projet final (qui n'a pas encore été rendu public) répond à certains des souhaits des enseignants, que ce soit sur des points précis ou sur certains aspects plus généraux. On pense en particulier aux moyens financiers, aux cours de formation qui doivent permettre aux enseignants d'acquérir de nouvelles compétences (par exemple pour travailler avec des classes plus hétérogènes) ou à la problématique du soutien aux élèves en difficulté.

Reste à savoir jusqu'où vont les modifications apportées au projet initial, si elles apporteront des réponses aux questions que se posent les enseignants, et enfin si elles rassureront les plus pessimistes d'entre eux. ◉

gnement obligatoire, ils sont complètement déconnectés des réalités de notre métier.»

Et il y a encore ceux qui s'inquiètent du hiatus entre la perception des uns et des autres: «Contrairement à la mise en œuvre de la convention Harmos, qui avait bénéficié d'une très bonne communication, avec des lettres d'information régulières aux décideurs et aux enseignants, les personnes qui devraient être informées de l'avancée des travaux ne le sont pas. Les groupes de travail fonctionnent en vase clos et sont totalement coupés des enseignants, qui sont dès lors poussés à projeter leurs fantasmes sur les changements à venir.»

Et sur ce point encore, tout le monde n'est pas du même avis... ◉

## POUR COMPRENDRE

**DEUX NIVEAUX** La réforme prévoit l'abandon des sections préprofessionnelle, moderne et maturité, et de les remplacer par un système à deux niveaux pour les branches principales. Dans chacune de ces branches, le niveau 1 regroupera les «moins bons» élèves, le niveau 2 les «meilleurs». Objectif: valoriser les compétences individuelles de tous les élèves (environ 7500 au total).

**CINQ BRANCHES** Les branches à niveaux seront les suivantes: le français et les mathématiques de la 9<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année, ainsi que l'allemand, l'anglais et les sciences de la nature en 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> années.

**AOÛT 2014** L'entrée en vigueur de cette réforme est prévue en 2014 pour la 8<sup>e</sup> année, 2015 pour la 9<sup>e</sup>, 2016 pour la 10<sup>e</sup>, 2017 pour la 11<sup>e</sup>. A partir de la rentrée d'août 2014, l'actuelle année d'orientation – dite «OR», 8<sup>e</sup> année – sera donc supprimée, de même que les classes de transition, qui accueillent aujourd'hui les élèves les plus en difficulté en 7<sup>e</sup> année, et qui seront intégrés dans celles de 8<sup>e</sup> année.

## Faible participation des profs

Le projet de réforme a été mis en consultation au début de l'automne. Problème: alors que les enseignants avaient la possibilité de prendre part à cette consultation à titre individuel, seuls 8% d'entre eux l'ont fait. «Je suis un peu déçue par ce faible pourcentage», nous avait alors confié Monika Maire-Hefti.

Pourquoi les enseignants ont-ils été aussi peu à donner leur avis? Selon ceux à qui nous avons posé la question, il y a des raisons pratiques: la communication au sujet de cette consultation aurait été insuffisante dans certains collèges, le site internet n'était pas des plus accessibles, les questions posées étaient fermées, ou encore, l'anonymat n'étant pas garanti, des enseignants

auraient craint des représailles. D'autres enseignants mentionnent aussi «l'individualisation croissante de notre métier, avec des profs moins impliqués dans la défense de ce métier.»

Mais selon les témoignages recueillis, la principale explication est ailleurs: «Le climat de confiance avec les autorités est rompu», confie une enseignante. «Nous nous sommes fait balader pendant quatre ans par Philippe Gnaegi, qui soit ne répondait pas à nos questions, soit disait oui à tout le monde pour ne fâcher personne. Et quand, en plus, il a annoncé qu'une réforme d'une telle ampleur allait être réalisée sans dépenser un seul franc... A partir de là, à quoi bon donner son avis, à quoi bon vouloir défendre la qualité de l'enseignement?» ◉